



DOCUMENT d'ORIENTATION
UD CGT Moselle – 49ème Congrès
4 au 6 octobre 2021 Amnéville

Préambule :

Le document d'orientation de notre congrès est le fruit du travail collectif des membres de la Commission Exécutive de notre Union Départementale. Sa vocation est de susciter le débat et les discussions avec les syndiqué·es. Pour cela, il est volontairement synthétique et doit être enrichi collectivement. Les orientations qu'il propose sont soumises au vote des syndicats. Notre congrès doit nous permettre de faire le bilan de la période passée et à partir de celui-ci, de définir le plan de travail qui permettra la mise en œuvre des orientations et des décisions concrètes.

Comment donner les moyens à l'ensemble de nos syndiqué·es d'être pleinement la force de la CGT ? Comment, par nos luttes, ouvrir des perspectives d'emplois de qualité, et de transformation de la société ?

Partie A : Quand la crise sanitaire aggrave les ravages du capitalisme

Dans la période si particulière que nous avons traversée et que nous vivons encore, la lutte des classes est pleinement d'actualité. Les tenants du capital, s'ils ont été surpris par la crise sanitaire, n'ont pas perdu leur boussole : celle de faire prévaloir dans chaque décision leur intérêt particulier au détriment de l'intérêt général. Cette crise a révélé, pour la CGT, mais aussi pour de nombreuses organisations et observateurs, la gravité de la situation de notre pays :

- la faiblesse de notre outil productif qui s'est retrouvé en incapacité de répondre aux besoins urgents (respirateurs, masques...), et dont certaines chaînes ont été gravement perturbées voire stoppées dans l'industrie (automobile, électronique etc...),
- le manque d'investissement dans la recherche qui ne nous a pas permis de produire de vaccin en France,
- la faiblesse avérée de notre système de santé fragilisé par trente ans d'austérité, comme l'ensemble des services publics en première ligne face à la pandémie. L'austérité budgétaire a coûté, et coûte encore cher en vies humaines. La dégradation des conditions de travail des agent·es des services en première ligne, épuisé·es par la crise sanitaire, a été cruellement mise en lumière pendant les longues semaines de la crise sanitaire. Notre département n'échappe pas aux dégâts causés par les politiques libérales. Ces quarante dernières années, il a subi de plein fouet le recul de toutes les industries et la faiblesse voire l'absence de politiques de reconversion industrielle. Récemment, l'annonce de l'abandon de la production de la Smart, alors que cette implantation industrielle avait été subventionnée par de l'argent public, illustre cette désindustrialisation guidée par la seule logique des actionnaires.

La Moselle subit également le recul de tous les services publics. La Moselle subit enfin les dernières évolutions du capitalisme telles que l'explosion de l'auto-entrepreneuriat sur le modèle « Uber », l'avènement de méthodes de « management » de plus en plus violent notamment dans la grande distribution, le développement sur son territoire de plusieurs méga-plateformes commerciales où l'exploitation des salarié·es est portée à son paroxysme.

Alors qu'elle était jusque dans les années 80 une terre de plein-emploi, attirant des travailleurs et des travailleuses de tous horizons, la Moselle subit aujourd'hui le chômage dans les mêmes proportions que l'ensemble de la France, - l'Insee recensait plus de 64 000 privé-es d'emplois. La Moselle compte également près de 90 000 demandeurs et demandeuses d'emplois (catégories A, B, C.) 90 000 personnes traversent la frontière pour travailler au Luxembourg et 17 000 pour aller travailler en Sarre.

Partie B : une CGT Moselle revendicative et offensive

Pour arrêter ce cercle vicieux détruisant l'économie de notre département, la CGT Moselle entend poursuivre le combat contre ce modèle économique source de tous ces ravages. Compétitivité, profitabilité, flexibilité, précarité doivent laisser la place au progrès social et environnemental, à l'intérêt général et au partage équitable des richesses, à la sécurisation de l'emploi.

La bataille doit ainsi se poursuivre contre les tenants du capital et les gouvernements à leur service, et l'immense majorité qui aspire à vivre dans un environnement sain, à faire reculer les menaces graves qui obèrent notre avenir à mieux vivre notre travail et de notre travail, à gagner du temps libre pour l'épanouissement personnel.

Il y a un besoin urgent de rompre avec les choix et les politiques que nous subissons pour inventer un autre modèle de développement, créateur d'emplois stables pour aller vers une société libérée de toute forme d'oppression et d'exploitation, capable d'enrayer les crises environnementales et d'offrir de nouvelles perspectives de progrès social.

1) pour un nouveau système de développement,

Alors que le réchauffement climatique, la destruction de nos écosystèmes, les pollutions et les pandémies qui y sont liées, menacent notre avenir et celui de nos enfants, la transition écologique est aujourd'hui un impératif qui implique la transformation de nos moyens de production et de consommation. Cette transformation peut permettre d'atteindre le plein emploi et de mettre un terme à la précarité par la création d'emplois salariés :

- par l'implantation des productions, au plus près des besoins des populations, ce qui implique dans un premier temps le retour d'activités qui ont été délocalisées par les multinationales et le refus du dumping social et environnemental, sans que cela remette en cause notre idéal internationaliste de solidarité avec tous les peuples.

Nous voulons la création de nouvelles filières de production aptes à répondre tant aux besoins des populations qu'aux défis environnementaux de notre siècle. La mutation de l'industrie est inévitable et certaines entreprises s'y engagent progressivement, mais le plus souvent sur des

mauvaises solutions, toujours guidées par la recherche de profit maximal et la pression financière des actionnaires. Ainsi, depuis plusieurs années, la CGT et ses fédérations ont élaboré des propositions pour une nouvelle industrie. La CGT en Moselle, ses syndicats doivent mieux s'emparer de ces questions. La CGT Moselle encourage l'ouverture de perspectives de réappropriation des moyens de production par les travailleurs et de leur gestion collective (Coopératives Ouvrières...). La CGT Moselle défend et entend porter plusieurs propositions stratégiques dans la perspective d'une transformation écologique comme sociale :

Augmenter les capacités de production d'acier en Moselle, développer les filières de recyclage des métaux, relancer le projet de construction d'une nouvelle aciérie électrique. La crise sanitaire a révélé les limites et les faiblesses de notre appareil productif. Nous payons chèrement cette situation.

La CGT Moselle doit mieux porter les questions de politique industrielle, de produire mieux et durablement et notamment dans les secteurs stratégiques. Le potentiel industriel de la Moselle doit être valorisé, reconnu mais aussi diversifié. Le devenir de nos outils de production doit faire l'objet de débats, de réflexions et de mobilisations syndicales. Ces propositions continueront à être travaillées avec les syndicats, les fédérations et le Comité Régional CGT Grand Est.

2) Améliorer et développer les services publics

La CGT Moselle exige l'abandon définitif des politiques destructrices d'austérité-privatisation.

La CGT Moselle revendique, une logique d'investissements publics massifs, créant une dynamique de cercle vertueux apte à relancer l'économie, à créer des emplois et à répondre aux besoins. Répondre aux besoins des populations, relever les défis sociaux et environnementaux contemporains, est la double logique qui doit remplacer le dogme de l'austérité. Nous voulons que le territoire de la Moselle soit couvert par une offre de services publics de qualité, répondant aux besoins de la population. Aussi la CGT continue le combat pour des investissements publics et des recrutements statutaires à la hauteur des besoins, pour renforcer les services publics de l'énergie et des transports, les services hospitaliers et de santé, les services territoriaux et de l'Etat (Finances, Ecologie, Education, Travail, Justice...). En termes d'administration, le « tout numérique » est évidemment un mirage et aggrave les inégalités.

La CGT Moselle défend notamment sur la base des revendications de ses syndicats, plusieurs propositions stratégiques dans ce sens :

→ Le renforcement de l'accès aux soins pour toute la population.

→ Le renforcement des services publics financiers, qui permettrait de récupérer annuellement plusieurs dizaines de milliards d'euros, en luttant contre l'évasion et la fraude fiscales de trop nombreuses entreprises, et en à des exigences sociales et écologiques strictes.

→ Le renforcement de l'Inspection du Travail ; par des recrutements et le retour à une Inspection du Travail indépendante et de plein exercice affranchie de la hiérarchie préfectorale conformément aux normes internationales.

→ Le développement du réseau de fret ferroviaire et fluvial public, planifié à l'échelle régionale et transfrontalière, pour opérer l'urgente transformation des modalités de transports de marchandises.

→ Le développement d'un réseau performant de transports collectifs de voyageurs et de transports alternatifs (vélo, piétons), irriguant toute la Moselle à partir du développement du réseau ferré et de transports en commun urbain et interurbain.

→ Le contrôle public renforcé de l'Energie avec le retour en monopole public, et la garantie de la sécurité énergétique des foyers avec un programme public d'isolation thermique y compris pour les locataires.

→ La gestion de l'Eau 100% publique pour l'ensemble de la population.

→ Le renforcement des services publics en charge de l'Ecologie, de l'Agriculture et de la Forêt, par des recrutements à la hauteur des besoins pour lutter contre les pollutions industrielles et agricoles, le réchauffement climatique et la destruction de la nature.

→ Le déploiement général de la fibre sur l'ensemble du département afin de réduire la fracture sociale et favoriser l'implantation d'entreprises de proximité.

Nous voulons des services publics de plein exercice avec du personnel qualifié. Et notamment la création de services publics en charge de la petite enfance et de la prise en charge des personnes âgées.

3) Notre « monde d'après » :

Donner le contrôle des entreprises aux travailleuses et travailleurs salarié·es et développer les services publics pour répondre aux besoins humains et environnementaux, se conjugue avec de nouvelles conquêtes sociales, en opposition radicale au dynamitage de notre « modèle social » ou de ce qu'il en reste.

La CGT Moselle revendique :

- L'augmentation des salaires et les pensions de retraite notamment pour lutter contre l'hémorragie de nos emplois qualifiés vers le Luxembourg.
- Un nouveau statut du travail salarié, à commencer par défendre l'embauche en CDI des précaires, jeunes, privé·es d'emploi, auto-entrepreneurs, ubérisé·es ...
- Le renforcement des interventions des salarié·es et de leurs représentant·es.
- Le temps de travail hebdomadaire à 32 Heures sans perte de salaire.
- La retraite à 60 ans avec un revenu de remplacement qui permette de vivre dignement et en aucun cas inférieur au SMIC pour une carrière complète.

- Le 100 % Sécurité sociale pour toutes les dépenses de santé y compris la perte d'autonomie.
- Le plein emploi solidaire.
- L'amélioration du Droit Local
- La gratuité des transports en commun urbains
- La gratuité des axes autoroutiers en Moselle
- le retour des services publics de proximité et de pleine compétence (impôts, sécurité sociale, la Poste...).

Partie C : Améliorer la vie syndicale, mettre la syndiquée et le syndiqué au cœur de notre activité

1) Des syndiqué·es acteurs et actrices dans leur syndicat et sur leur lieu de travail

Notre volonté d'être la CGT de tous et de toutes nécessite que nous placions la et le syndiqué·e au cœur de notre activité, du syndicat à l'Union Départementale. Si cette démarche est exigeante, elle est indispensable car elle est garante de la démocratie dans nos structures. Il en va de l'utilité, de l'efficacité et de l'avenir de notre syndicalisme, **elle est gage d'efficacité**. Parce que c'est sur le lieu de travail et au quotidien que se joue l'affrontement capital/travail, notre objectif est d'implanter et de faire vivre la CGT dans toutes les entreprises. Pour cela, la ou le syndiqué·e constitue le maillon incontournable et indispensable de notre organisation. Elle et il sont le vecteur d'une activité permanente de la CGT sur le lieu de travail. Elle et il contribuent à la mise en œuvre d'une information et d'une consultation des salarié·es, à partir de leurs aspirations et des propositions de la CGT pour permettre une construction collective des revendications qui rassemble le plus grand nombre. Par leur activité et leur contact direct avec les salarié·es, elle et il peuvent jouer un rôle décisif dans le renforcement de la CGT et contribuer à la construction d'un rapport de force durable, favorable aux salarié·es pour faire aboutir les revendications.

Afin qu'elle et il puissent réellement jouer son rôle auprès des salarié·es, elle et il doivent être le centre d'intérêt de notre fonctionnement. Ce qui signifie entre autres qu'elle et il doivent pouvoir participer aux débats, aux décisions et avoir accès à l'argumentation, à l'information et à la formation de notre organisation. La CGT se construit au travers et par la participation des syndiqué·es. Ils sont auteurs ou autrices, acteurs ou actrices et décideurs ou décideuses de leur organisation. Leurs diversités et leurs différences conjuguées au respect, à la tolérance, à l'écoute et à la démocratie font toute la richesse et le dynamisme de la CGT.

Il faut permettre à nos syndiqué·es de mieux appréhender les questions de vie syndicale, de communication et d'activité revendicative et cela passe notamment, par la formation, l'information syndicale ainsi que leur investissement au sein de leur syndicat, de leurs Unions Locales et de l'Union Départementale. Cela suppose aussi, de pouvoir leur attribuer les moyens nécessaires pour

y parvenir. La ou Le syndiqué·e CGT a besoin de ses deux jambes pour avancer, une professionnelle et l'autre territoriale. Il est donc absolument nécessaire que notre département soit le siège de structures organisées et fonctionnelles.

La qualité de la vie syndicale est un élément essentiel pour construire, par l'échange, les analyses collectives permettant la compréhension et les mobilisations. Le débat renforce la cohésion des équipes syndicales, il est essentiel à la souveraineté des adhérent·es et à la démocratie syndicale.

2) Renforcer notre ancrage territorial

L'échelon territorial est souvent essentiel pour contacter les salarié·es, les organiser. C'est à ce niveau que peuvent se construire des plans de déploiements et des mobilisations partagées. Si les différentes structures CGT sont souveraines, il est nécessaire qu'elles travaillent mieux ensemble dans le cadre de l'Union Départementale. Pour cela il nous faut créer une dynamique de rencontre et de coordination entre syndicats, UL, UD et structures fédérales. Cette coordination entre ces structures doit être réfléchie de manière à analyser l'efficacité de notre outil syndical. L'Union Locale est la structure de proximité qui permet aujourd'hui à chaque salarié·e, tout·e privé·e d'emploi ou retraité·e de s'adresser à la CGT. Nous réaffirmons l'importance des UL et insistons sur la nécessité que les syndicats s'inscrivent dans la vie militante des territoires et proposent des candidat·es pour militer dans les territoires et participer à la vie démocratique (Commissions Exécutives des UL et leurs bureaux). Les UL ne peuvent vivre que si cela leur est rendu possible. L'organisation de formations par les UL avec l'appui de l'UD est le levier qui permet de faire découvrir la CGT et son organisation, et aux nouveaux militants et nouvelles militantes de s'inscrire dans celle-ci et par la même, la faire vivre.

Aussi en association avec toutes les UL et dans le cadre d'un débat démocratique, nous devons réfléchir à une plus grande proximité géographique. Durant ce mandat, la question du découpage géographique et de l'activité des UL sera une préoccupation de toute l'union départementale afin que la CGT rayonne de manière efficiente sur le territoire.

3) Des syndiqué·es reflet du salariat

La société capitaliste institutionnalise la concurrence entre les femmes et les hommes, organise le nivellement par le bas des droits, des libertés, des conditions de vie et de travail, mais aussi de l'émancipation personnelle et sociale. Toutes les structures de la CGT Moselle, du Syndicat à l'UD doivent être le fer de lance des solidarités, de la lutte contre les idées d'extrême droite et les discriminations de toute sorte. Les femmes représentent la moitié du salariat. Pourtant, elles constituent la plus grande partie des salarié·es à bas salaires et précaires. La question de leur place dans la CGT, de leur implication et de leur prise de responsabilité à tous les niveaux de l'organisation est donc une question centrale. Il nous faut donc être à l'offensive afin de gagner l'égalité femme-homme vers le haut le plus rapidement possible. Cela doit nous mener à revisiter tous les aspects de notre activité de masse pour donner un caractère mixte : les revendications, l'action, la communication, mais aussi la politique de syndicalisation et la politique des cadres syndicaux.

4) Syndicalisation et continuité syndicales

La CGT est un syndicat de classe et de masse. Plus de travailleurs et de travailleuses seront syndiqué·es, et plus notre CGT sera forte et en capacité de jouer son rôle. C'est pourquoi l'UD CGT Moselle va poursuivre son effort de communication en utilisant l'ensemble des moyens existants. Par ailleurs, il est nécessaire de mettre en œuvre un plan de syndicalisation reposant sur les syndicats, les militant·es et les syndiqué·es selon les orientations du 49eme congrès confédéral. Aujourd'hui seuls 2 à 3 % des travailleuses et travailleurs sont syndiqué·es CGT. Ce nombre ne nous permet pas de gagner sur l'ensemble de nos revendications. C'est pourquoi les grandes entreprises et administrations où la CGT est faiblement implantée ou totalement absente, seront particulièrement ciblées. La continuité syndicale reste également un outil très important. L'UD CGT Moselle travaillera avec les syndicats et les structures du département pour impulser un suivi des syndiqué·es 2 ans avant le départ en retraite. Nous proposerons également des moments d'information et de formation de préparation à la retraite. Enfin nous poursuivrons collectivement l'effort de création de sections de retraité·es dans les syndicats et les UL en lien avec les « Unions Fédérales de Retraités » et l' « Union des Syndicats de Retraités 57 » pour impliquer encore plus de retraité·es dans le militantisme CGT.

DECISION 1

CAHIER REVENDICATIF MOSELLE

L'UD CGT 57 travaillera lors d'AG des syndicats pour établir un cahier revendicatif CGT Moselle, porteur d'un nouveau modèle social, économique et environnemental :

- Pour une économie répondant aux besoins des travailleurs et des travailleuses et des populations.
- Des services publics de proximité et de pleine compétence.

Les revendications déclinées en Moselle se combineront avec les revendications confédérales :

- Baisser le temps de travail à 32h sans perte de salaire.
- Retraite par répartition et à 60 ans, rejet du projet de loi de retraite par points
- Une réelle égalité Femmes / Hommes

Le NSTS qui interdira de fait les licenciements.

DECISION 2

PLAN DE SYNDICALISATION

L'UD CGT 57 décide de mettre en place d'un plan de syndicalisation, de travailler à la fidélisation et la continuité syndicale avec les UL, les Groupements professionnels les syndicats et les militant·es, en lien avec les orientations fortes du 49ème congrès. Nous nous fixerons donc comme objectif de stopper l'érosion de nos forces organisées et de réaliser 1 000 nouvelles et nouveaux syndiqué·es sur le mandat.

DECISION 3

L'UD CGT 57 FER DE LANCE DE LA CGT

Nous tiendrons un comité général au moins 1 fois par mandat ou plus en fonction de l'actualité ceci afin d'impliquer les syndicats et les UL dans la lutte départementale confédérée. Nous impulserons des rencontres entre l'UD, les UL et les différentes fédérations, visant à renforcer la cohérence, la synergie et la complémentarité des structures CGT. Nous redéfinirons, avec les UL et si besoin, les périmètres géographiques de chaque UL pour couvrir activement toute la Moselle.

DECISION 4

LA FORMATION EST ESSENTIELLE

L'UD CGT 57 soutiendra les syndicats et les structures pour qu'une journée d'accueil puisse être proposée à chaque nouveau syndiqué et nouvelle syndiquée. Nous poursuivrons notre effort de formation, d'adaptation auprès de nos syndiqué·es pour susciter les vocations à devenir des militant·es aptes à faire vivre les syndicats et les UL. Un module sur la continuité syndicale sera déployé dans nos plans de formation, une formation adaptée avant le départ du syndiqué et de la syndiquée en retraite.

Conclusion

Le congrès vise, par ses décisions, à renforcer la CGT et accroître son influence pour améliorer les conditions de vie et de travail des salarié·es et retraité·es.

Ensemble nous allons développer l'influence de la CGT sur tous les lieux de travail pour élever la conscience de classe, réaliser la convergence des luttes et l'amplification des mouvements sociaux, visant à renverser la logique de la finance, destructrice de notre économie et de notre environnement, et de toutes les conquêtes sociales que le pouvoir aspire à annihiler sous couvert de « compétitivité ».

Le changement pour une société plus juste et solidaire, libérée de toute exploitation et oppression des salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi, passera obligatoirement par un nombre de syndiqué·es à la CGT plus élevé et portant nos valeurs, et par l'émergence d'un mouvement de masse. La colère sociale est forte dans notre pays.

Notre syndicalisme de transformation sociale a un rôle essentiel à jouer pour éclairer les enjeux, construire les mobilisations sociales à partir des réalités et préoccupations concrètes des salarié·es, dans leur diversité.

Notre activité est essentielle pour construire les réponses aux attentes et espoirs du monde du travail.